

8 mars :

Journée de lutte pour les droits des femmes

Lundi prochain 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Et cette année, on a une raison de plus de donner de l'ampleur aux rassemblements, manifestations ou grèves prévues ce jour-là : les retombées de la crise sanitaire ne font que creuser les inégalités, dont celle, criante, entre les hommes et les femmes.

Une crise qui frappe plus durement les femmes

Cette crise sanitaire qui dure déjà depuis un an a plongé dans la pauvreté les plus précaires, dont en premier lieu les femmes : les femmes travailleuses dont les salaires sont plus bas que ceux des hommes et qui sont plus nombreuses dans les emplois précaires, les retraitées dont beaucoup ont des retraites de misère, amputées souvent par des années sans emploi. Et elles sont plus vulnérables économiquement, malgré leur rôle essentiel de « première de corvée », car elles sont très majoritaires dans les services ou le tourisme, touchés de plein fouet. En octobre dernier, un rapport du FMI pointait les effets inégaux de la crise au niveau mondial. Ce que confirmait une récente enquête menée sur l'impact de la pandémie sur l'égalité femme-homme au travail, et qui révélait que la crise affecte plus durement les femmes et leur moral.

L'année passée a également été marquée par les restrictions de nos libertés de déplacement, couvre-feux ou confinements, dont l'utilité sanitaire est contestable lorsqu'il faut s'entasser dans les transports en commun pour aller travailler. Mais qui a eu surtout la charge des enfants dans les périodes sans école, quand la cantine y était fermée ?

Les statistiques ont pointé à quel point ces mesures ont provoqué une hausse considérable des violences faites aux femmes. Les signalements ont augmenté de 36 % au printemps 2020, puis de 60 % lors du deuxième confinement, par rapport à 2019. Des hausses similaires ont été enregistrées ailleurs comme en Espagne ou au Brésil.

La montée d'idées réactionnaires et la riposte

Chaque crise économique est aussi synonyme de reculs pour les droits fondamentaux, comme ceux des femmes pour leur émancipation. C'est le cas en Pologne, où, fin 2020, le gouvernement ultra-

conservateur a décidé l'interdiction de l'avortement. Mais cela a fait descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes cet automne et de nouvelles manifestations ont eu lieu le 27 janvier dernier.

En France, une récente proposition de loi visant à améliorer le droit à l'avortement a été retirée suite à l'obstruction des parlementaires Les Républicains. Alors que par ailleurs les possibilités d'accueil des centres d'IVG ont été réduites. Et les manifestations se sont multipliées contre les fermetures de centres.

L'exemple de MeToo dans le monde

Malgré les restrictions de cette période de pandémie, au Maroc, c'est le viol d'une petite fille de cinq ans qui a suscité une mobilisation. Au Nigeria, c'est celui d'une étudiante, puis de nombreux témoignages de victimes qui ont levé une vague d'indignation, dans ce pays où le code civil autorise les hommes à battre leur femme pour les « corriger ».

Le 30 décembre dernier, en Argentine, c'est avec des cris de joie que des dizaines de milliers de manifestants défilaient dans les rues : après des années de combat, une loi autorisant l'avortement était enfin imposée.

Et ce qui vient aussi de marquer l'actualité en France ce sont, en juillet dernier, des rassemblements réunissant des milliers de personnes pour dénoncer la nomination des nouveaux ministres Darmanin et Dupond-Moretti, au cri de « un violeur à l'Intérieur, un complice à la Justice ».

Les acquis des luttes, comme les droits féministes peuvent être constamment remis en cause par les gouvernements successifs. La mobilisation de toutes et de tous pour défendre l'égalité et obtenir de nouveaux droits est donc toujours nécessaire, le 8 mars et au-delà, car elle fait partie d'un mouvement d'ensemble pour une société plus juste et égalitaire, débarrassé du capitalisme et du patriarcat.

Dernier mot

Les résultats sont bons. Le site va se développer. Faut-il :

A- Supprimer 7 postes ?

B- Embaucher ?

La direction a choisi la réponse A. Tout le monde y perd, sauf les actionnaires de Solvay, toujours en quête de profits sur nos côtelettes.

La direction avait préparé le terrain en ouvrant la porte à des départs « volontaires ». Mais ceux qui occupent les postes aujourd'hui supprimés n'étaient pas tous candidats au départ. Que vont-ils devenir ?

Un poste supprimé, ce n'est pas du boulot en moins, c'est moins de monde pour faire le même travail. C'est donc... plus de boulot pour nous tous.

Les résultats sont bons. Le site va se développer. Les charges de travail sont lourdes. Vite, revendiquons la réponse B !

Malle Vuitton

Victime consentante de sa suppression de poste, notre cher (très cher) médecin va donc nous quitter avec un chèque tellement gros... qu'on aurait pu créer des postes avec !

Vautours en formation serrée

Plein de meubles, d'armoires et de matériel divers à récupérer !

C'était le grand marché à Delta depuis qu'on abandonne le bâtiment. Enfin, pas si grand que ça au final et surtout, pour public averti. Car s'il y a des récupérations faites pour les services, certains n'oublient pas d'en mettre à gauche pour eux-mêmes.

On aurait pu éviter du gâchis de manière transparente, collective et généreuse, par exemple en demandant qui a des besoins. On a préféré la jouer façon patron, dans une logique de profiteurs dans la combine. Forcément : à Solvay, l'exemple vient d'en haut.

La lutte des Sanofi est celle de tous les travailleurs

J'empêche 12 milliards de bénéfices, je distribue 4 milliards de dividendes, je reçois des giboulées d'argent public et je supprime 1 700 postes en Europe, dont 1 000 en France, je suis, je suis, je suis... Sanofi !

Un comble alors que l'épidémie de Covid révèle à quel point on aurait besoin de moyens conséquents pour développer et produire de nouveaux médicaments.

Le 4 mars, à Vitry, et le 11 mars devant le ministère de l'Économie, les salariés de Sanofi

organisent des rassemblements pour contester ces suppressions de postes. Ils invitent tous ceux qui font face aux mêmes attaques à les rejoindre. Soyons de la partie !

Tour de passe-passe vaccinal

Castex et Macron se vantent de leur gestion de la crise sanitaire, mais contrairement à ce qu'ils prétendent, la campagne de vaccination patine. Car le gouvernement refuse de contraindre les laboratoires pharmaceutiques à accélérer la production de vaccins. Cela n'empêche pas les ministres de parler d'un « passeport vaccinal », qui permettrait de voyager, ou d'aller au cinéma selon d'autres, qui changent d'avis le lendemain.

Entretemps, pour parvenir à se faire vacciner, il faut surtout des passe-droits... ou attendre que ça se passe.

Vive le Hirak en Algérie !

En Algérie, la contestation du régime a repris avec de nouvelles manifestations imposantes. En 2019, la mobilisation du peuple algérien avait conduit au départ du dictateur Bouteflika. Mais le nouveau président, Abdelmadjid Tebboune, reste le symbole du maintien du régime. Si le confinement a mis un coup d'arrêt au mouvement, les raisons de la colère n'ont fait que s'amplifier, avec l'aggravation de la situation économique et du chômage.

C'est pourquoi le mouvement continue, et les Algériens ont bien raison ! Pour construire une vraie démocratie, il faudra que les travailleurs s'organisent par eux-mêmes et décident directement et démocratiquement de leur avenir.

Birmanie : la mobilisation populaire face à la répression

En Birmanie, la répression s'intensifie à mesure que la mobilisation s'élargit à l'encontre du coup d'État militaire du 1er février. Ce dimanche, au moins 18 manifestants ont été tués et des centaines blessés par les autorités birmanes, qui ont tiré sur la foule dans différentes villes du pays. La population birmane ne lâche pas l'affaire et des centaines de milliers de personnes continuent de descendre dans la rue et de se mettre en grève.

Les militaires qui veulent écraser dans le sang un soulèvement populaire qui pourrait bien les balayer ont bien raison de se sentir menacés !

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER



Site internet : www.convergencesrevolutionnaires.org

Mail : etincelle.69@hotmail.fr

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !